



**DÉCISION RELATIVE À UN PROJET RELEVANT D'UN EXAMEN AU CAS PAR CAS
EN APPLICATION DES ARTICLES R. 122-3 ET R. 122-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**portant sur la transformation d'un entrepôt en terrain de moto-cross couvert
à Saint Ouen Domprot (51)**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122-3-1 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « CHAMPAGNE AUTO MOTO », reçu complet le 10 juillet 2020, relatif au projet de transformation d'un entrepôt en terrain de moto-cross couvert à Saint Ouen Domprot (51) ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2020/039 du 3 février 2020 portant délégation de signature de la Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin en faveur de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté DREAL-SG-2020-15 du 3 février 2020 portant subdélégation de signature de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Pierre SPEICH, chef du service Évaluation Environnementale et de son adjoint M. Hugues TINGUY ;
- VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 17 juillet 2020 ;
- VU l'avis de la Direction départementale des territoires en date du 22 juillet 2020 ;
- VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 22 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°44 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement « Pistes permanentes de courses d'essai et de loisirs pour véhicules motorisés. » ;

- qui relève de la rubrique n°41 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement « Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.» ;
- qui consiste en la transformation d'un entrepôt en terrain de moto-cross couvert :
 - le projet permettra la pratique de moto-cross en toute saison et accueil de pratiquants la semaine et le week-end ;
 - aménagement d'un circuit de moto-cross couvert dans un bâtiment existant en partie étendu (extension de 6 020 m²) ;
 - des sanitaires et une restauration rapide seront mis en place pour l'accueil du public ;
 - une aire de stationnement d'une capacité de 117 places sur une surface de 3 920 m² ;
 - les dalles béton à l'intérieur du bâtiment seront détruites afin de creuser la piste.

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- Buisson l'Aiguille - 51 320 SAINT OUEN DOMPROT
- au sein d'une friche industrielle dans un entrepôt ;
- à environ 1 000 m des premières habitations ;
- en dehors d'un zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;
- à proximité d'un silo Vivescia soumis à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- installation d'assainissement non collectif pour traiter les eaux usées avant infiltration sur place ;
- aire de stationnement aménagée sur une zone en friche sans surface imperméabilisée (uniquement aménagement type barrière, cordon et poteau) ;
- les eaux pluviales sont infiltrées sur place ;
- les dalles béton qui seront détruites seront valorisées en centre de gestion des déchets ;
- le projet est implanté à plus de 25 mètres des silos de stockage et de la tour de manutention de l'ICPE ;
- le projet prend en compte les servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques situées en extrémité est du site ;
- les nuisances sonores sont limitées pour les raisons suivantes :
 - respect des normes en vigueur dans le domaine du bruit généré par les motos ;
 - intégration du circuit dans un bâtiment ;
 - habitations les plus proches sont à environ 1 000 m à l'ouest du site ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

DÉCIDE

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de transformation d'un entrepôt en terrain de moto-cross couvert à Saint Ouen Domprot (51), présenté par le maître d'ouvrage « CHAMPAGNE AUTO MOTO », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Strasbourg, le 28 juillet 2020

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est et par délégation,
L'adjoint au chef du service Évaluation Environnementale,



Hugues TINGUY

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex
Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Le recours contentieux doit être adressé au : Tribunal administratif de STRASBOURG - 31 avenue de la Paix - 67000 STRASBOURG